

A ET ASSOCIES CONSEILS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 86 720 euros
Siège social : 1435, Route des Milles
13090 AIX-EN-PROVENCE
RCS d'AIX-EN-PROVENCE : B 412 010 969

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 14 AOÛT 2007

L'an deux mille sept, et le quatorze août, à huit Heure,

Au siège social, à AIX-EN-PROVENCE,

Les associés de la Société « A ET ASSOCIES CONSEILS », Société à Responsabilité Limitée, au capital de quatre-vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €), dont le siège social se situe 1435, route des Milles, 13090 AIX-EN-PROVENCE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés d'AIX-EN-PROVENCE sous le numéro B 412 010 969, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

* La SARL « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS », représentée par son co-gérant Monsieur PEREZ Stéphane,
Propriétaire de trois cent quarante neuf parts, numérotées de 1 à 300 et de 451 à 499,
ci : 349 parts.

* La Société Civile « MARYGOT », représentée par son co-gérant Monsieur GUILLEMIN Rodolphe,
Propriétaire d'une part, numérotée 500,
ci : 1 part.

* La SARL « INNOVANCE INVESTISSEMENT », représentée par son co-gérant Monsieur TEYSSIER Grégory,
Propriétaire de cent quatre-vingt douze parts, numérotées de 301 à 450 et de 501 à 542,
ci : 192 parts.

Total des parts des associés présents ou représentés : Cinq cent quarante deux (542) parts sur les cinq cent quarante deux (542) parts composant le capital social.

Monsieur PEREZ Stéphane préside la séance en qualité de représentant de l'associée présente détenant le plus de parts.

Monsieur GUILLEMIN Rodolphe et Monsieur TEYSSIER Grégory, co-gérants non associés, assistent à la réunion.

Le Président constate que l'ensemble des associés étant présents ou représentés et qu'en conséquence l'Assemblée peut valablement délibérer.

DÉPÔT GTC AIX N° 5607 DU 18 SEP. 2007

412 010 969

GF Y f 98B 340

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- les copies des lettres de convocation;
- le rapport de la gérance ;
- le texte des résolutions proposées.

Le Président déclare que tous les documents prescrits par l'article 37 du décret du 23 mars 1967 ont été adressés aux associés et tenus à leur disposition au siège social pendant le délai de quinze jours ayant précédé l'Assemblée.

L'Assemblée sur sa demande lui donne acte de sa déclaration et reconnaît la validité de la convocation.

Puis, le Président rappelle que l'Assemblée est réunie à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Autorisation de mutation de parts appartenant à la **SARL « INNOVANCE INVESTISSEMENT »** au profit de la **SARL « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Le Président donne lecture du rapport de la gérance.

Puis, le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions inscrites à l'ordre du jour.

Première résolution

La collectivité des associés, après avoir pris connaissance du projet formé par la **SARL « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**, associée unique de la **SARL « INNOVANCE INVESTISSEMENT »**, de procéder à la dissolution confusion de cette dernière autorise expressément la mutation des cent quatre-vingt douze (192) parts sociales, numérotées de 301 à 450 et de 501 à 542, appartenant à la **SARL « INNOVANCE INVESTISSEMENT »** au profit de la **SARL « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**.

En conséquence, l'article 7 des statuts sera modifié ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL »

Le capital social est fixé à **quatre vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €)**, divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, numérotées de 1 à 542, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

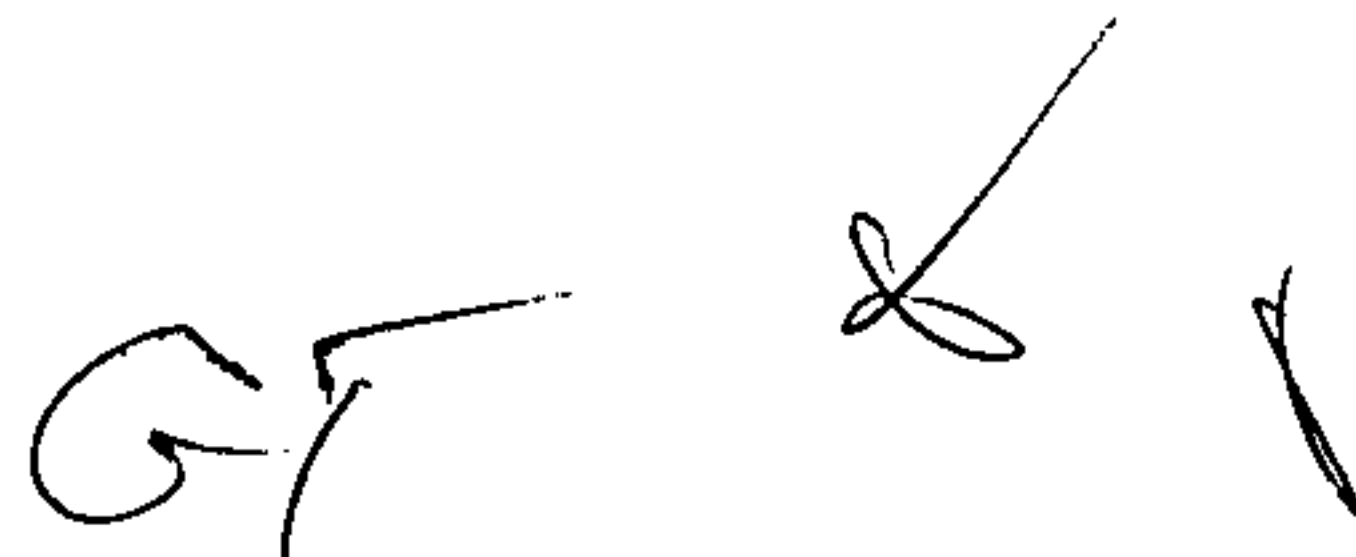
***La Société à Responsabilité Limitée « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »**

à concurrence de trois cent quarante-neuf parts sociales numérotées de 1 à 499 et de 501 à 542,
ci : 541 parts

***La Société Civile « MARYGOT »**

à concurrence de une part sociale numérotée 500,
ci : 1 part

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 542 parts



Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont libérées entièrement. »

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Deuxième résolution

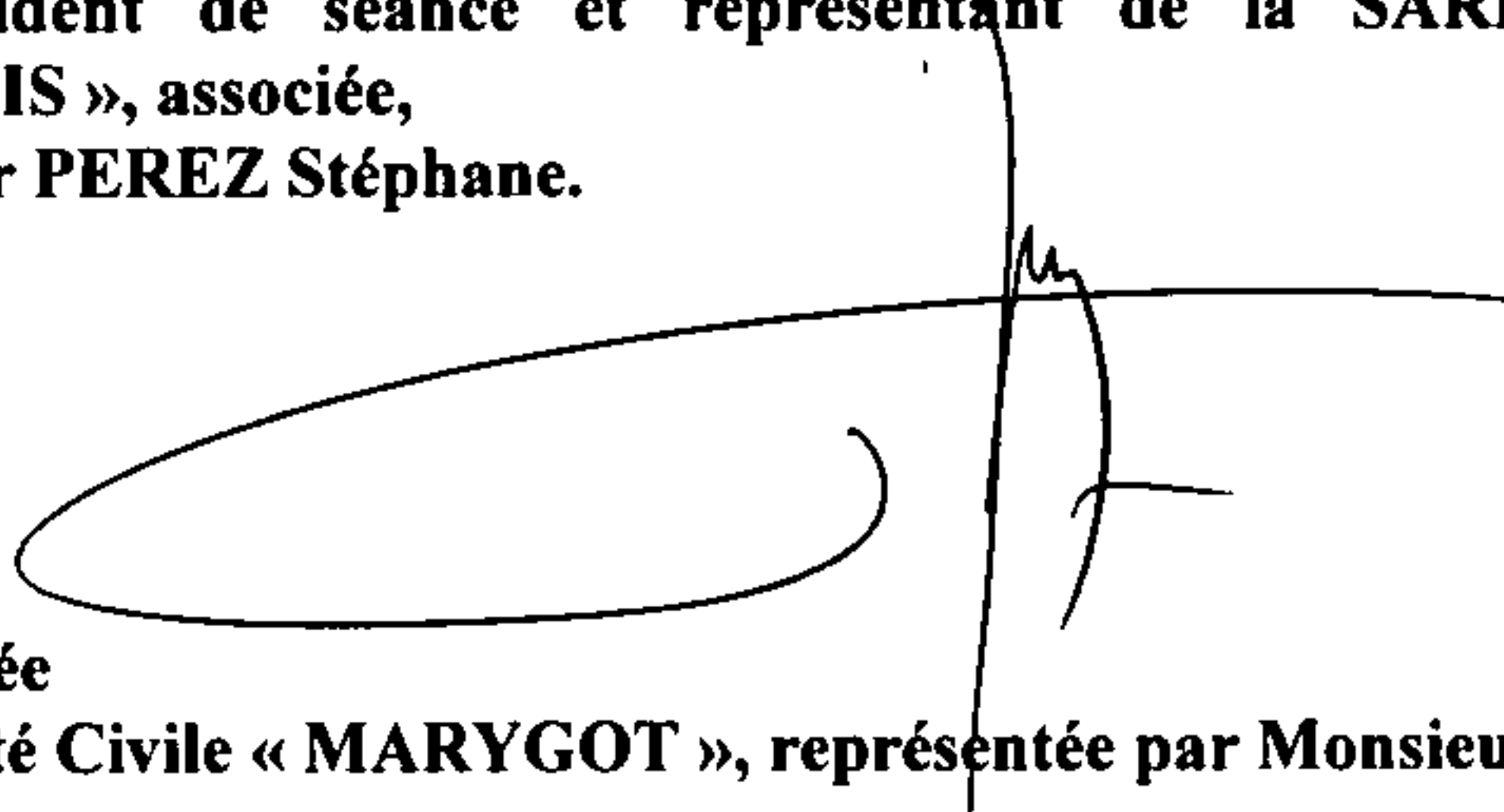
L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

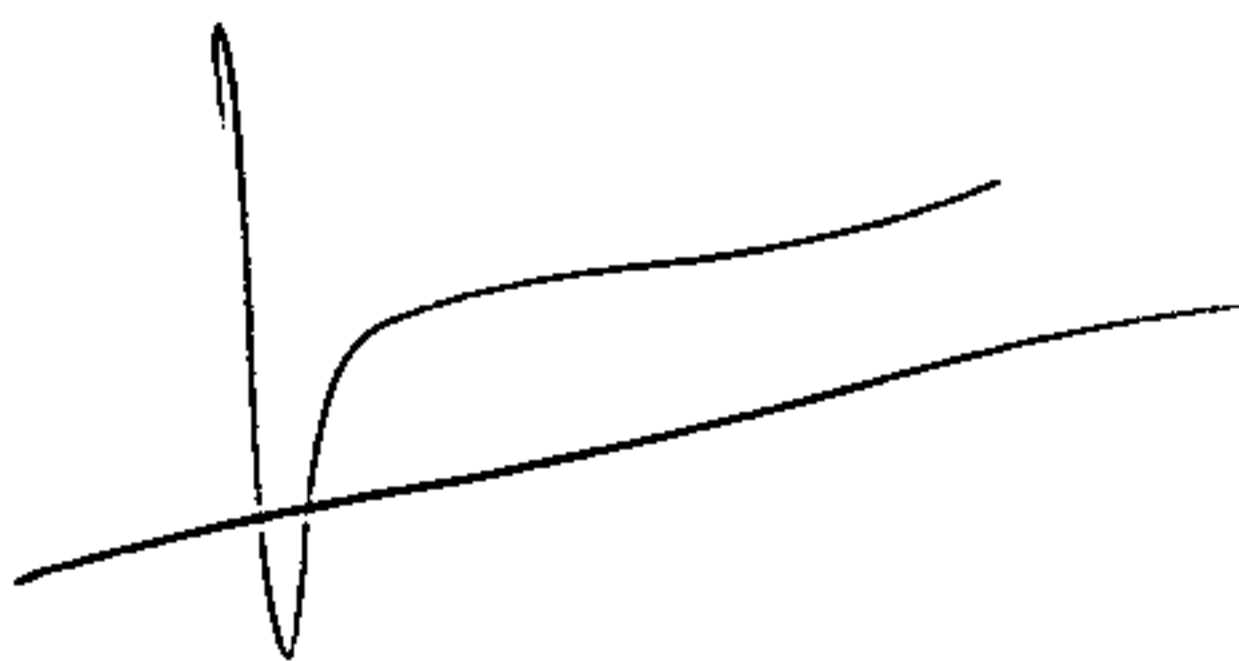
L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, la séance est levée à huit heures trente.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, qui a été signé par les co-Gérants ainsi que par tous les associés présents ou par leurs mandataires, après lecture.

**Le Président de séance et représentant de la SARL « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS », associée,
Monsieur PEREZ Stéphane.**



**L'Associée
La Société Civile « MARYGOT », représentée par Monsieur GUILLEMIN Rodolphe**



**L'Associée
La SARL « INNOVANCE INVESTISSEMENT », représentée par Monsieur
TEYSSIER Grégory**



A et ASSOCIES CONSEILS
Société à Responsabilité Limitée
Au capital de 86 720 Euros
Siège social : 1435, Route des Milles,
13090 AIX-EN-PROVENCE
RCS D'AIX-EN-PROVENCE : B 412 010 696

STATUTS MIS A JOUR SUITE A L'AGE DU 14 AOUT 2007

CERTIFIE CONFORME
A L'ORIGINAL

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'A' followed by a long horizontal stroke and a vertical line extending downwards.

STATUTS

LES SOUSSIGNES

Monsieur Rodolphe GUILLEMIN, né le 31 Juillet 1966 à la Tronche (38), nationalité française, marié, domicilié résidence du Pont de l'Arc bat 8C, avenue F. D'esperey 13090 Aix en Provence.

Monsieur Christian PALLANCA, né le 28 Mai 1955 à Aix en Provence, nationalité française, domicilié à résidence Saint Christophe bat 3, 13090 Aix en Provence.

Monsieur Jean Michel LAVIE, né le 04 Janvier 1961 à Perpignan, nationalité française, célibataire, domicilié bat A, résidence du parc, 84310 Morières les Avignon.

Monsieur Philippe SOUMILLE, né le 31 Août 1969 à Pertuis, nationalité française, célibataire, domicilié à Quartier Coste Gaye, 84 240 la Tour d'Aigues.

La Société A et Associés, S.A.R.L. au capital de 50 000 francs, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés N° 95 B 698, dont le siège social se trouve 25 rue Falque, 13006 Marseille, représentée par son gérant M. Fabrice ALIMI né le 07 Janvier 1964 à Marseille, de nationalité française.

Ont décidé de constituer entre eux une Société à Responsabilité Limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

ARTICLE 1 FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une Société à Responsabilité Limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 OBJET

La Société a pour objet :

La valorisation, la gestion et la transmission du patrimoine des personnes physiques ou morales. Le courtage de produits financiers et d'assurances vie, ainsi que de toutes assurances de prévoyance.

L'activité de Conseil en Investissements Financiers ;

L'activité de démarchage bancaire et financier ;

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droit sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou prise ou dation en location ou en gérance de tous biens ou droits, ou autrement.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement, en tout ou en partie à l'objet social ou à tous objets similaires ou connexes, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **SARL « A et Associés Conseils »**

ARTICLE 4 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à : **1435, Route des Milles, 13090 AIX-EN-PROVENCE.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération, de l'Assemblée Générale Extraordinaire

ARTICLE 5 DUREE

La durée de la société est fixée à quatre vingt dix neuf années (99) à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

1- Apports en numéraire :

Il est apporté en numéraire déposé conformément à la loi au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation, à la banque du Crédit Lyonnais, agence du Pont de l'Arc, avenue F. Ferrini 13090 Aix en Provence ainsi qu'il résulte d'un certificat délivré par ladite banque le 11 Avril 1997 :

Monsieur Philippe SOUMILLE	5 000	francs
Monsieur Jean Michel LAVIE	10 000	francs
Monsieur Christian PALLANCA	10 000	francs
La société A et Associés	5 000	francs

Soit au total : la somme de 30 000 Francs.

2- Apports en nature :

Monsieur Rodolphe GUILLEMIN, demeurant résidence du Pont de l'arc bat 8C, avenue Franchet d'Esperey 13090 Aix en Provence, apporte à la société en pleine propriété et en pleine jouissance à compter du 01 Avril 1997, sous les garanties ordinaires de fait et de droit les biens suivants :

- Un Ordinateur de Marque COMPAQ (presario CDS 520) estimé à 6 000 francs
- Une imprimante de Marque CANON (BJC 240) estimée à 1 200 francs
- Un téléphone de Marque ERICSON (GH 388) estimé 800 francs
- Un meuble informatique estimé 500 francs

Apport en jouissance à compter du 01 Avril 1997 :

- Un véhicule de marque MAZDA immatriculé 6184 PB 13 estimé 11 500 francs.

Les associés constatent que les conditions prévues par l'article 40 alinéa 2 de la loi du 24 Juillet 1966 sont remplies et décident, à l'unanimité, de ne pas recourir à un Commissaire aux apports.

3 – Total des apports :

Les apports en numéraire s'élèvent à	30 000 francs
Les apports en nature s'élèvent à	20 000 francs
Le montant total des apports s'élèvent à	50 000 francs

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 Mars 1999, le capital social a été augmenté d'une somme de 100 000 francs par voie de capitalisation des bénéfices, pour être porté à 150 000 francs.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 mai 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 185 000 francs par voie de capitalisation de bénéfices pour être porté à 335 000 francs.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 mai 2000, le capital social a été augmenté d'une somme de 28 140 francs par voie d'apport en numéraire pour être porté à 363 140 francs.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001, le capital social a été augmenté d'une somme de 200 000 francs par voie de capitalisation de bénéfices pour être porté à 563 140 francs.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 23 mai 2001 le capital social a été augmenté par incorporation d'une somme de 5705, 91 francs prélevée sur le poste « autres réserve » avec élévation du nominal des parts pour le porter à 568 845, 91 francs.

La même assemblée a converti le montant nominal des parts sociales en EUROS pour le porter à 160 EUROS donnant un capital social de 86 720 EUROS.

Pascale GUILLEMIN, conjoint commun en biens de Rodolphe GUILLEMIN, apporteur de deniers provenant de la communauté, intervient au présent acte et reconnaît avoir été averti, en application de l'article 1832-2 du Code civil, de l'apport envisagé et avoir reçu une information complète sur cet apport.

Il déclare ne pas vouloir être personnellement associé et renonce pour l'avenir à revendiquer cette qualité, la qualité d'associé devant être reconnue à son conjoint pour la totalité des parts souscrites.

Par ailleurs, Pascale GUILLEMIN déclare consentir expressément à l'apport en nature effectué par son conjoint, en application de l'article 1424 du Code civil.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à **quatre vingt six mille sept cent vingt euros (86 720 €)**, divisé en cinq cent quarante deux (542) parts sociales de cent soixante euros (160 €) chacune, numérotées de 1 à 542, entièrement libérées et réparties entre les associés en proportion de leurs droits respectifs, savoir :

La Société à Responsabilité Limitée « LA FINANCIERE DE L'ARBOIS »
à concurrence de trois cent quarante-neuf parts sociales numérotées de 1 à 499 à 501 à 542,
ci : 541 parts

La Société Civile « MARYGOT »
à concurrence de une part sociale numérotée 500,
ci : 1 part

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 542 parts

Les associés déclarent expressément que toutes les parts représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs droits respectifs et sont libérées entièrement.

ARTICLE 8 COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteur et la société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 9 GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de 80 % des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

ARTICLE 10 DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

ARTICLE 11 DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutation de parts sociales, droit de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les décisions sont prises, sur seconde consultation, à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

ARTICLE 12 DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions ou en société civile.
- A la majorité en nombre des associés, représentant au moins les trois-quarts des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts.
- Par des associés représentant au moins les trois quarts des parts pour toutes les autres décisions extraordinaires.

ARTICLE 13 EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés et se terminera le 31 décembre 1997.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

ARTICLE 14 AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'assemblée générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 15 PUBLICITE POUVOIRS

Reprise des engagements antérieurs à la signature des statuts et à l'immatriculation de la société.

La société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la société qui ont pu prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

L'immatriculation de la société, emportera de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Rodolphe GUILLEMIN pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour accomplir les formalités prescrites par la loi.